Dans l'environnement de la centrale nucléaire de Belleville-sur-Loire.

Introduction

Par Gérard CUREAU

Secrétaire général du Comité interministériel de la Sécurité Nucléaire (*)

Parallèlement aux choix énergétiques effectués au début des années 1970 et à la réalisation du programme de construction des centrales nucléaires, l'organisation de la sécurité nucléaire en France a fait l'objet de réflexions suivies d'une première mesure gouvernementale importante :

Il s'agit du décret n° 75713 du 4 août 1975 instituant un Comité Interministériel de la Sécurité Nucléaire qui a traduit la détermination du gouvernement de faire en sorte que le programme nucléaire français soit réalisé dans les meilleures conditions de sécurité. Il vise à assurer la protection des personnes et des biens contre les risques de toute nature que peut engendrer l'usage pacifique, sous toutes ses formes, de l'énergie nucléaire.

Postérieurement, le dispositif destiné à atteindre cet objectif s'est mis en place en considérant que si l'utilisation de l'énergie nucléaire dans sa variété est l'affaire des exploitants, elle n'échappe pas à la vigilance des pouvoirs publics, c'est-à-dire, à titre divers, de plusieurs départements ministériels.

Ainsi une organisation originale de la sécurité nucléaire s'est progressivement édifiée en France, qui exigera de plus en plus de rigueur de la part des pouvoirs publics et des exploitants, et reposant sur trois principes :

- une définition claire et précise des responsabilités de chacun ;
- une coordination interministérielle assurant une cohérence des dispositions adoptées ;

(*) M. Cureau a été appelé, depuis lors, à de hautes fonctions au Ministère de la Défense Nationale. C'est M. Mourès qui lui a succédé au CISN.

— une information complète et adaptée des populations et de leurs élus facilitant leur adhésion aux mesures de sécurité nucléaire.

Dès lors, les concepts de « sécurité » et de « nucléaire » ne doivent plus apparaître en France comme antinomiques mais étroitement associés, nécessairement complémentaires, tant pour les divers responsables que pour l'opinion publique.

Que recouvre cette sécurité nucléaire à la française ? Quels sont ses points forts mais aussi ses faiblesses ? Comment les usages pacifiques de l'énergie nucléaire sont-ils conciliés avec la protection des personnes et celle de l'environnement ? Voilà quelques-unes des questions que se posent actuellement nos concitoyens.

En effet, l'accident de Tchernobyl, au mois d'avril 1986, a particulièrement sensibilisé l'opinion publique. Celle-ci s'est notamment inquiétée des conséquences sanitaires éventuelles d'une telle catastrophe. Elle a souhaité connaître les mesures adoptées pour prévenir de tels événements et assurer en tant que de besoin, la protection des personnes et des biens en cas d'incident ou d'accident nucléaire.

Ce numéro de la RGN répond à ces préoccupations en posant ces questions aux représentants de l'administration et de l'exploitant. La RGN a demandé de se référer à une situation particulière, la situation accidentelle. Ce n'est bien entendu qu'un aspect des choses, mais l'approche retenue pour cette présentation permettra au lecteur d'avoir une vue d'ensemble de l'organisation mise sur pied en France. Mais il convient de ne pas oublier que la situation envisagée est une situation ultime, que visent à éviter toutes les mesures de prévention des incidents mises en œuvre avec rigueur par les exploitants et dont le contrôle relève des pouvoirs publics.